

26 novembre 2021

(22-8922)

Page: 1/21

Comité des licences d'importation

Original: anglais

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 8 OCTOBRE 2021

PRÉSIDENT: M. HSIN-LUNG HUNG (TAIPEI CHINOIS)

Le Comité des licences d'importation a tenu sa cinquante-quatrième réunion le 8 octobre 2021 sous la présidence de M. Hsin-lung Hung (Taïpei chinois). L'ordre du jour proposé pour la réunion a été distribué sous la cote WTO/AIR/LIC/13/Rev.1.

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 1 RESPECT PAR LES MEMBRES DES OBLIGATIONS DE NOTIFICATION – FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DEPUIS LA DERNIÈRE RÉUNION..... | 2 |
| 2 QUESTIONS ET RÉPONSES ÉCRITES DES MEMBRES DISTRIBUÉES DEPUIS LA DERNIÈRE RÉUNION | 3 |
| 2.1 Documents G/LIC/Q/EGY/4, G/LIC/Q/EGY/6 et G/LIC/Q/EGY/7 | 3 |
| 2.2 Document G/LIC/Q/EGY/5 | 3 |
| 2.3 Document G/LIC/Q/IDN/44..... | 3 |
| 2.4 Document G/LIC/Q/IDN/45..... | 3 |
| 2.5 Documents G/LIC/Q/PHL/5 et G/LIC/Q/PHL/6 | 4 |
| 2.6 Document G/LIC/Q/TZA/1 | 4 |
| 2.7 Document G/LIC/Q/ARG/21 | 5 |
| 2.8 Document G/LIC/Q/GBR/1 | 6 |
| 3 NOTIFICATIONS..... | 6 |
| 3.1 Notifications au titre de l'article 1:4 a), de l'article 5:1 à 5:4, et de l'article 8:2 b) de l'Accord | 6 |
| 3.2 Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord | 6 |
| 4 ANGOLA: PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE LICENCES D'IMPORTATION – DÉCLARATION DE L'UNION EUROPÉENNE | 7 |
| 5 CHINE: MODIFICATION DES LICENCES D'IMPORTATION POUR CERTAINES MATIÈRES RÉCUPÉRABLES – DÉCLARATION DES ÉTATS-UNIS | 8 |
| 6 ÉGYPTÉ: PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE LICENCES D'IMPORTATION VISANT CERTAINS PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS TRANSFORMÉS – DÉCLARATION DE L'UNION EUROPÉENNE..... | 9 |
| 7 INDE: PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE LICENCES D'IMPORTATION POUR L'ACIDE BORIQUE - DÉCLARATION DES ÉTATS UNIS | 11 |
| 8 INDE: IMPORTATION DE PNEUMATIQUES – DÉCLARATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE L'INDONÉSIE | 12 |
| 9 INDE: RESTRICTIONS QUANTITATIVES VISANT CERTAINES LÉGUMINEUSES – DÉCLARATION DU CANADA | 13 |
| 10 13 INDONÉSIE: RÉGIME DE LICENCES D'IMPORTATION VISANT CERTAINS PRODUITS TEXTILES – DÉCLARATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE ET DU JAPON | 14 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 11 INDONÉSIE: RESTRICTIONS À L'IMPORTATION: ENREGISTREMENT OBLIGATOIRE DES IMPORTATEURS DE PRODUITS EN ACIER – DÉCLARATION DU JAPON ET DE L'UNION EUROPÉENNE | 15 |
| 12 SRI LANKA – INTERDICTION D'IMPORTER DE L'HUILE DE PALME – DÉCLARATION DE L'INDONÉSIE..... | 16 |
| 13 THAÏLANDE: IMPORTATION DE BLÉ FOURRAGER – DÉCLARATION DE L'UNION EUROPÉENNE..... | 17 |
| 14 AMÉLIORER LA TRANSPARENCE DES PROCÉDURES DE NOTIFICATION DE L'ACCORD – RAPPORT DU PRÉSIDENT | 18 |
| 14.1 Site Web sur les licences d'importation | 18 |
| 14.2 Profils des Membres et étude sectorielle | 18 |
| 14.3 Module d'apprentissage en ligne sur les licences d'importation | 19 |
| 14.4 Notifications N/2 en ligne..... | 19 |
| 14.5 E-Agenda..... | 19 |
| 14.6 Questionnaire annuel N/3 | 20 |
| 14.7 Atelier sur les notifications..... | 20 |
| 15 PROJET DE RAPPORT (2021) DU COMITÉ AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES (G/LIC/W/55) | 21 |
| 16 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION..... | 21 |

Le Président a ouvert la réunion en faisant observer qu'en raison des restrictions en matière de voyages et de réunions liées à la COVID-19, la réunion se tiendrait sous une forme hybride et que les délégués pourraient participer à la réunion soit en présentiel soit à distance. L'ordre du jour proposé pour la réunion avait été distribué sous la cote WTO/AIR/LIC/13/Rev.1.

Avant de passer à l'adoption de l'ordre du jour, le Président a rappelé que, le 22 septembre 2021, le Comité avait élu, au moyen d'une procédure écrite, Mme Lorena Rivera, de la Colombie, au poste de Vice-Présidente pour la période 2021-2022. Il a félicité Mme Lorena Rivera pour son élection et lui a présenté ses meilleurs vœux de réussite dans ses nouvelles fonctions.

Le représentant de l'Indonésie a proposé que la discussion du point 9 de l'ordre du jour, concernant la déclaration de l'Indonésie sur la politique d'importation de l'Inde visant les pneumatiques, soit fusionnée avec le point 8 de l'ordre du jour, soulevé par l'Union européenne.

L'ordre du jour a été adopté avec les modifications proposées.

1 RESPECT PAR LES MEMBRES DES OBLIGATIONS DE NOTIFICATION – FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DEPUIS LA DERNIÈRE RÉUNION

1.1. Le Président a indiqué que le Secrétariat l'avait informé qu'à ce jour, un total de 43 notifications avaient été reçues au titre de diverses dispositions de l'Accord sur les licences d'importation depuis la réunion antérieure du Comité, dont 37 figuraient dans l'aérogamme pour examen à la réunion en cours. Deux notifications N/2 (toutes deux soumises par l'Union européenne¹) et quatre notifications N/3 (présentées par Cuba, Hong Kong, Chine, la Suisse, et le Royaume-Uni²) avaient été reçues par le Secrétariat après que l'aérogamme avait été arrêté et avant la réunion. Elles seront examinées à la réunion suivante du Comité.

1.2. Le Président a souligné qu'au 8 octobre 2021, 13 Membres n'avaient encore soumis aucune notification au titre d'une quelconque disposition de l'Accord depuis leur accession à l'OMC. Au total, 22 Membres n'avaient pas encore présenté de réponse au questionnaire annuel au titre de l'article 7:3 de l'Accord, y compris les 13 Membres susmentionnés. Dans un souci de transparence,

¹ G/LIC/N/2/EU/15 et G/LIC/N/2/EU/16.

² G/LIC/N/3/CUB/11, G/LIC/N/3/HKG/25, G/LIC/N/3/CHE/17, et G/LIC/N/3/GBR/1.

il a demandé instamment à tous les Membres figurant sur la liste de présenter leurs notifications dès que possible.

1.3. Le Président a rappelé que le fait de présenter des réponses au questionnaire au titre de l'article 7:3 de l'Accord était une obligation de notification dont tous les Membres devaient s'acquitter chaque année. Au 8 octobre 2021, seuls 27 Membres avaient présenté leurs réponses au questionnaire pour 2020, et 24 Membres seulement pour 2021. Il a noté que les réponses au questionnaire avaient été moins nombreuses au cours des années antérieures. Il a déclaré que la transparence était l'un des principaux piliers du système commercial multilatéral fondé sur des règles et a fortement encouragé tous les Membres qui n'avaient pas encore adressé leurs réponses au questionnaire pour 2021 à le faire dans les meilleurs délais.

1.4. Le Président a également noté que, depuis la précédente réunion du Comité, 23 nouvelles notifications N/1 et N/2 avaient été reçues. Toutes les notifications N/2 avaient été communiquées au moyen du formulaire de notification révisé figurant dans le document G/LIC/28. Il a remercié les délégations qui avaient présenté leurs notifications et a encouragé les autres à en faire de même dans les meilleurs délais. Il a rappelé que le Secrétariat était prêt à fournir une assistance technique pour aider les Membres à remplir leurs obligations de notification. Enfin, il a félicité le Botswana d'avoir présenté sa notification au questionnaire N/3 pour la première fois en 2021.

1.5. Le Comité en a pris note.

2 QUESTIONS ET RÉPONSES ÉCRITES DES MEMBRES DISTRIBUÉES DEPUIS LA DERNIÈRE RÉUNION

2.1 Documents G/LIC/Q/EGY/4, G/LIC/Q/EGY/6 et G/LIC/Q/EGY/7

2.1. La représentante de l'Union européenne a déclaré que sa délégation aborderait les questions posées à l'Égypte, qui figuraient dans les documents G/LIC/Q/EGY/4 et G/LIC/Q/EGY/7, ainsi que les réponses de l'Égypte, qui figuraient dans le document G/LIC/Q/EGY/6, au titre du point 6 de l'ordre du jour.

2.2 Document G/LIC/Q/EGY/5

2.2. La représentante des États-Unis a remercié l'Égypte pour ses réponses aux questions posées. Elle a déclaré que sa délégation examinait ces réponses et qu'elle répondrait à toute autre question en temps voulu.

2.3. La représentante de l'Égypte a dit que sa délégation attendait avec intérêt la poursuite des discussions sur les réponses qu'elle avait fournies dans le document G/LIC/Q/EGY/5.

2.3 Document G/LIC/Q/IDN/44

2.4. Le représentant de l'Indonésie a indiqué que sa délégation souhaitait répondre aux préoccupations de l'Australie concernant la balance-matières et les licences d'importation automatiques dans le cadre de la Loi générale. Il a indiqué que la discussion sur la balance-matières visait à encourager la simplification et la transparence afin de faciliter les exportations et les importations. L'Indonésie a déclaré qu'elle serait en mesure de fournir davantage de renseignements actualisés et d'informations concernant les dispositions susmentionnées une fois le processus interne achevé et les dispositions publiées. La délégation indonésienne souhaitait également souligner que le régime d'importation indonésien était déjà efficace et que la mise en œuvre des dispositions susmentionnées n'entraînerait pas de changement préjudiciable pour les secteurs commerciaux. L'intervenant a ajouté que l'Indonésie administrait les licences d'importation de façon automatique. Conformément à l'Accord sur les licences d'importation, une fois tous les documents requis soumis et pour autant qu'ils soient complets et corrects, la procédure de demande était rapide.

2.4 Document G/LIC/Q/IDN/45

2.5. Le représentant du Japon a dit que sa délégation aborderait ce document au titre du point 12 de l'ordre du jour.

2.6. Le représentant de l'Indonésie a déclaré que sa délégation prenait note des préoccupations du Japon concernant son régime de licences d'importation pour les produits en acier. Il a indiqué que ce régime visait à protéger les consommateurs en garantissant que tous les produits respectent certaines normes de sécurité ainsi que des réglementations et exigences techniques. L'Indonésie souhaitait également souligner que le régime indonésien prévoyait une procédure d'autorisation des importations transparente, simple et rapide. Les demandes d'autorisation d'importation étaient traitées par voie électronique dans des délais courts, une fois que les documents requis avaient été soumis, pour autant qu'ils soient complets et corrects.

2.5 Documents G/LIC/Q/PHL/5 et G/LIC/Q/PHL/6

2.7. La représentante des États-Unis a remercié les Philippines pour leurs réponses aux questions posées. Elle a noté que, bien que les réponses aient apporté des éclaircissements sur certaines préoccupations, beaucoup d'incertitudes subsistaient et que les États-Unis souhaitent obtenir davantage de renseignements de la part des Philippines sur cette question. Elle a ajouté que la transparence était un élément fondamental des travaux du Comité, y compris les questions des Membres et la présentation de notifications en temps utile. La délégation des États-Unis continuait d'être préoccupée par les certificats sanitaires et phytosanitaires de dédouanement des importations des Philippines et par l'éventuelle perturbation du commerce qui pourrait en résulter. Elle a déclaré que l'application de ce régime était particulièrement préoccupante pour certaines marchandises à certaines périodes de l'année. Sa délégation espérait que les Philippines effectueraient des modifications pour faciliter les échanges qui soient adaptées aux risques sanitaires et phytosanitaires que posait l'importation des produits concernés, par exemple au moyen d'un certificat sanitaire et phytosanitaire de dédouanement des importations unique pour des expéditions et des périodes de validité multiples. Au nom de sa délégation, l'intervenante a demandé aux Philippines de répondre de manière exhaustive aux nouvelles questions que sa délégation avait posées, ainsi qu'aux questions qui étaient demeurées sans réponse à la réunion d'avril et que les États-Unis avaient de nouveau posées dans le document G/LIC/Q/PHL/6. La représentante a conclu en déclarant que sa délégation espérait poursuivre le dialogue bilatéral avec les Philippines, ainsi que les discussions au sein du Comité, afin d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce.

2.8. La représentante des Philippines a remercié les États-Unis pour leurs questions complémentaires et additionnelles concernant les certificats sanitaires et phytosanitaires de dédouanement des importations des Philippines, figurant dans le document G/LIC/Q/PHL/6. Elle a dit que sa délégation avait pris note de l'intérêt que les États-Unis continuaient de porter à cette question et que les autorités de son pays examinaient la meilleure façon de répondre pleinement à ces questions, abstraction faite des réponses écrites récemment distribuées par son pays sous la cote G/LIC/Q/PHL/5. Elle a ajouté que les réponses qui étaient en cours d'élaboration ne seraient plus purement techniques, car les questions s'étaient aventurées sur un terrain plus lointain, qui touchait aux politiques publiques et à la politique. Sa délégation souhaitait également assurer tous leurs partenaires commerciaux, y compris les États-Unis, de la coopération des Philippines pour fournir d'autres réponses et renseignements à toutes les questions aussi rapidement que possible. Les Philippines tenaient également à assurer les Membres que leur régime commercial restait très ouvert. Les pratiques et politiques commerciales des Philippines étaient ajustées de façon à tenir compte de cette ouverture dans le contexte multiforme que constituaient les branches de production nationales et les 110 millions de consommateurs qu'il fallait nourrir. Les Philippines transmettraient leurs réponses aux États-Unis en temps utile.

2.6 Document G/LIC/Q/TZA/1

2.9. La représentante des États-Unis a appelé l'attention des Membres sur les questions écrites présentées par sa délégation à la Tanzanie, qui figuraient dans le document G/LIC/Q/TZA/1. Elle a déclaré que sa délégation aurait voulu que la Tanzanie indique comment elle utilisait les licences d'importation, et en particulier les licences d'importation pour les produits carnés, laitiers et avicoles, et leur charge potentielle pour le commerce. Elle a fait observer que sa délégation s'inquiétait des informations selon lesquelles des permis d'importation pour les volailles et les produits à base de volaille avaient été refusés et la politique suivie en matière d'importation différait à Zanzibar et en Tanzanie continentale. Les États-Unis espéraient mieux comprendre les lois et la réglementation de la Tanzanie en matière de licences d'importation, ainsi que le processus d'octroi des licences d'importation, les raisons invoquées pour refuser l'octroi d'un permis d'importation et la procédure de recours en cas de refus. La délégation des États-Unis invitait la Tanzanie à présenter au Comité sa notification relative au questionnaire annuel, attendait avec intérêt de dialoguer avec la délégation

tanzanienne sur les questions qu'ils avaient posées, et espérait poursuivre le dialogue bilatéral avec la Tanzanie, ainsi que les discussions au sein du Comité.

2.7 Document G/LIC/Q/ARG/21

2.10. La représentante des États-Unis a remercié l'Argentine pour ses réponses écrites aux questions posées par son pays dans le document G/LIC/Q/ARG/21. Ces réponses avaient apporté davantage de précisions sur certaines des modifications apportées il y a peu au régime de l'Argentine. Elles montraient l'utilité de la transparence par l'entremise du Comité, y compris par le biais des notifications cohérentes des mesures nouvellement adoptées ou modifiées, et du dialogue au moyen des questions des Membres. Sa délégation demeurait préoccupée par le régime de licences d'importation de l'Argentine, qui risquait d'exercer une charge sur les échanges, et espérait que l'Argentine reverrait sa position sur l'utilisation de licences non automatiques et les autres moyens permettant de simplifier les formalités et de faciliter les échanges. La représentante a conclu en faisant observer que sa délégation espérait poursuivre le dialogue bilatéral avec l'Argentine, ainsi que les discussions au sein du Comité.

2.11. La représentante de la Colombie a souligné l'utilité et la pertinence du document de synthèse des questions et réponses écrites (G/LIC/W/51/Rev.5), qui permettait aux délégations de suivre tous les sujets d'intérêt et d'avoir accès aux renseignements et précisions qui avaient été communiqués par les Membres. Elle savait gré aux États-Unis d'avoir attiré l'attention du Comité sur ce point et d'avoir posé des questions sur le régime de licences d'importation de l'Argentine. Elle a également remercié l'Argentine pour ses réponses écrites et ses notifications récentes, qui avaient été également inscrites à l'ordre du jour de la réunion en cours. Elle a déclaré que les entreprises exportant vers le marché argentin avaient rencontré, les mois antérieurs, des difficultés concernant les procédures en matière de commerce extérieur. En particulier, les procédures avaient été constamment modifiées et les délais de traitement des demandes s'étaient allongés, alors que toutes les prescriptions avaient été satisfaites et les documents requis par les autorités fournis. La représentante a appelé l'attention sur le fait que certaines licences, qui avaient été auparavant approuvées dans un délai n'excédant pas 72 heures, mettaient désormais plusieurs semaines à aboutir, sans qu'aucune raison ou justification ne soit donnée quant à ces retards. Les entreprises concernées n'avaient pas non plus été invitées à fournir des renseignements supplémentaires aux fins de finalisation de la procédure.

2.12. Outre ces retards dans l'approbation des licences, le régime limitait également la validité des licences d'importation, dans certains cas à 90 jours civils, ce qui nuisait à la prévisibilité des opérations de commerce extérieur et exposait les entrepreneurs à un niveau d'incertitude élevé et à des coûts importants. L'intervenante a noté que, dans le cas de la Colombie, les entrepreneurs étaient, pour la plupart, des petites et moyennes entreprises (PME). C'était la raison pour laquelle la délégation de la Colombie souhaitait obtenir des précisions sur ces procédures de licences, ainsi que sur les objectifs politiques de ce régime de licences. En outre, sa délégation souhaitait savoir quels critères étaient utilisés pour décider que certains produits étaient visés par un régime de licences d'importation et d'autres non. Enfin, la délégation de la Colombie souhaitait poursuivre son dialogue constructif sur ce sujet avec les différentes autorités compétentes afin de répondre aux préoccupations des entrepreneurs colombiens.

2.13. La représentante de l'Argentine a déclaré que, le 21 juin 2020, sa délégation avait répondu par écrit à toutes les questions additionnelles qui avaient été posées par les États-Unis dans le document G/LIC/Q/ARG/20. Ces réponses explicatives figuraient dans le document G/LIC/Q/ARG/21. Elle a remercié les États-Unis, le Royaume-Uni et la Colombie pour leur intérêt, tel qu'exprimé également à la réunion antérieure du Comité, et a espéré que ces réponses, outre celles apportées lors du cinquième examen de la politique commerciale de l'Argentine, tenu en septembre 2021, fourniraient des éclaircissements sur le régime de licences d'importation de l'Argentine. Elle a également remercié la Colombie et les États-Unis pour leurs questions additionnelles et a indiqué que sa délégation était disposée à poursuivre les discussions au niveau bilatéral.

2.8 Document G/LIC/Q/GBR/1

2.14. La représentante de la Fédération de Russie a remercié le Royaume-Uni pour ses réponses écrites et a indiqué que sa délégation ferait distribuer des questions complémentaires par écrit, le cas échéant.

2.15. Le Président a encouragé tous les Membres à suivre les procédures prévues dans le document G/LIC/4 et à faire bon usage du Comité pour apporter des éclaircissements sur toute question relative aux notifications des autres Membres concernant les procédures de licences d'importation.

2.16. Le Comité a pris note des déclarations.

3 NOTIFICATIONS

3.1 Notifications au titre de l'article 1:4 a), de l'article 5:1 à 5:4, et de l'article 8:2 b) de l'Accord

3.1. Le Président a informé les Membres qu'une notification N/1 et 20 notifications N/2, présentées par sept Membres, avaient été inscrites à l'ordre du jour pour examen par le Comité à la réunion en cours. Deux nouvelles notifications N/2 avaient été présentées après la publication de l'aérogamme et seraient examinées à la réunion suivante du Comité.³ Le grand nombre de notifications N/2 reçues, par rapport aux notifications N/1, pouvait s'expliquer par le fait que les Membres, qui notifiaient l'établissement de procédures de licences d'importation ou les modifications apportées aux procédures existantes, utilisaient de façon prépondérante le nouveau modèle de notification contenu dans le document G/LIC/28 et respectaient ainsi leurs obligations de notification au titre de l'article 1:4 a), de l'article 5:1 à 5:4 et de l'article 8:2 b), au moyen d'un seul formulaire de notification, à savoir le formulaire N/2.

3.2. En outre, le Président a informé les délégations qu'en raison du grand nombre de notifications inscrites à l'ordre du jour et afin de rendre le processus d'examen aussi efficace que possible, il ne donnerait pas lecture de la cote de chaque notification. Au lieu de cela, il proposait que le Comité examine les notifications par groupes, après avoir entendu la déclaration du Membre notifiant. Il a noté que cette manière de procéder n'empêchait pas un Membre de soulever des questions concernant une notification particulière à l'examen.

3.3. Les notifications suivantes présentées au titre de l'article 5:1 à 5:4, de l'article 1:4 a) et de l'article 8:2 b) de l'Accord étaient à l'examen: Argentine (G/LIC/N/2/ARG/28/Add.9 et G/LIC/N/2/ARG/28/Add.10); États-Unis (G/LIC/N/2/USA/5); Hong Kong, Chine (G/LIC/N/2/HKG/17); Inde (G/LIC/N/2/IND/12-G/LIC/N/2/IND/17); Macao, Chine (G/LIC/N/2/MAC/3); Royaume-Uni (G/LIC/N/1/GBR/1/Add.1; G/LIC/N/2/GBR/8/Corr.1; G/LIC/N/2/GBR/12); et Tonga (G/LIC/N/2/TON/1-G/LIC/N/2/TON/8).

3.4. Le Comité a pris note des notifications et des déclarations.

3.2 Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord

3.5. Le Président a noté que 16 notifications avaient été inscrites à l'ordre du jour pour examen par le Comité. Certaines avaient été notifiées pour 2021, d'autres pour 2020. Quatre nouvelles notifications N/3 avaient été présentées après la publication de l'aérogamme et seraient examinées à la réunion suivante du Comité.⁴

3.6. Les notifications suivantes présentées au titre de l'article 7:3 étaient à l'examen: Argentine (G/LIC/N/3/ARG/17); Australie (G/LIC/N/3/AUS/14); Botswana (G/LIC/N/3/BWA/1); Canada (G/LIC/N/3/CAN/20); États-Unis (G/LIC/N/3/USA/18); Guatemala (G/LIC/N/3/GTM/5); Honduras (G/LIC/N/3/HND/12); Inde (G/LIC/N/3/IND/20); Macao, Chine (G/LIC/N/3/MAC/24); Mexique

³ Les notifications en question ont été présentées par l'Union européenne (G/LIC/N/2/EU/15 et G/LIC/N/2/EU/16.).

⁴ Les notifications en question ont été présentées par Cuba (G/LIC/N/3/CUB/11); Hong Kong, Chine (G/LIC/N/3/HKG/25); le Royaume-Uni (G/LIC/N/3/GBR/1); et la Suisse (G/LIC/N/3/CHE/17).

(G/LIC/N/3/MEX/7); Norvège (G/LIC/N/3/NOR/10); Panama (G/LIC/N/3/PAN/12); Philippines (G/LIC/N/3/PHL/14); Taipei chinois (G/LIC/N/3/TPKM/12 et G/LIC/N/3/TPKM/12/Corr.1); Ukraine (G/LIC/N/3/UKR/14); et Union européenne (G/LIC/N/3/EU/10).

3.7. Le Président a rappelé que seuls 24 des plus de 130 Membres que comptait l'OMC (les États membres de l'UE comptant pour un) avaient présenté des réponses au questionnaire annuel pour l'année 2021 et que la date limite pour leur présentation avait été fixée au 30 septembre 2021. Il a ensuite présenté un graphique établi par le Secrétariat qui montrait une tendance à la baisse du nombre de notifications relatives aux réponses au questionnaire annuel présentées par les Membres au cours des années antérieures. En conséquence, il a invité les Membres qui n'avaient pas encore communiqué leurs questionnaires annuels à le faire dans les plus brefs délais.

3.8. Le Comité a pris note des notifications et des déclarations.

4 ANGOLA: PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE LICENCES D'IMPORTATION – DÉCLARATION DE L'UNION EUROPÉENNE

4.1. La représentante de l'Union européenne s'est dite une nouvelle fois profondément préoccupée par le Décret présidentiel n° 23/19 de l'Angola, qui visait à protéger la branche de production nationale d'une manière qui était incompatible avec les règles de l'OMC. Elle a déclaré que ce Décret présidentiel aurait pu avoir un effet préjudiciable sur les investissements étrangers en Angola et que l'Union européenne avait déjà fait part de ces préoccupations, à partir de 2019, à des réunions antérieures du Conseil du commerce des marchandises, du Comité de l'accès aux marchés et du Comité de l'agriculture, ainsi qu'au Comité des licences d'importation à sa réunion du 21 avril 2021.

4.2. Elle a fait observer qu'à ce jour, l'Angola n'avait fourni aucune réponse substantielle ou explication concernant la manière dont il entendait procéder pour veiller à ce que ce décret soit conforme aux règles de l'OMC. L'Union européenne a réaffirmé que, indépendamment de l'incompatibilité du décret avec les règles de l'OMC, l'Angola d'image claire du processus établi dans le décret, y compris les changements qu'il souhaitait introduire, et dans quels secteurs. L'Union européenne continuait de soutenir l'intention de l'Angola de diversifier son économie et de développer sa branche de production nationale. L'UE exhortait néanmoins une nouvelle fois l'Angola à réexaminer les mesures en question pour s'assurer de leur conformité avec les règles de l'OMC. Plus particulièrement, s'agissant de la compétence du Comité des licences d'importation, le décret ne fournissait aucune information quant à la manière dont ces restrictions devaient être mises en œuvre. On ne savait notamment pas si des licences étaient nécessaires pour administrer ces restrictions. L'Union européenne demandait donc à l'Angola d'apporter des éclaircissements sur ce point. Elle rappelait également à l'Angola l'obligation qui lui incombait au titre de l'Accord sur les licences d'importation de notifier les mesures si des licences étaient nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre du Décret présidentiel. En fonction de l'engagement dont l'Angola ferait preuve dans ce dossier, l'Union européenne déciderait d'une autre approche appropriée pour assurer une protection adéquate de ses intérêts commerciaux.

4.3. La représentante des États-Unis a souligné que sa délégation continuait d'avoir d'importantes préoccupations au sujet du Décret présidentiel n° 23/19 de l'Angola, publié en janvier 2019. Néanmoins, les États-Unis s'étaient félicités de la déclaration de l'Angola à la réunion du Comité du 21 avril 2021, dans laquelle le pays avait indiqué qu'il travaillerait à une révision possible de la mesure. À cet égard, sa délégation, à l'instar de l'Union européenne, se demandait si l'Angola envisageait toujours de réviser le décret et, dans l'affirmative, s'il avait des renseignements actualisés à fournir au sujet de cette révision. En outre, les États-Unis ont demandé à l'Angola de fournir des informations concernant la mise en œuvre du décret, à la lumière des règles de l'OMC, et d'indiquer quel serait son impact potentiel sur le commerce, l'investissement et les entreprises exerçant des activités en Angola. Bien que les États-Unis croient comprendre que l'objectif de ce décret était d'accroître la diversification et le développement de l'économie nationale, ils demeuraient préoccupés par l'impact que ce décret aurait sur les importations. Les États-Unis croyaient comprendre que le décret visait 54 produits, principalement des produits agricoles, et que d'autres produits pourraient être potentiellement visés à l'avenir. Depuis que le décret avait été mis en œuvre, les États-Unis avaient reçu des informations faisant état d'une certaine confusion quant à la manière dont ce texte était mis en œuvre et de retards dans la livraison des marchandises à la frontière. Les exportateurs agricoles des États-Unis étaient particulièrement préoccupés par les retards dont avaient pu souffrir les exportations de denrées périssables dans ce contexte d'incertitude globale. L'intervenante a rappelé que sa délégation avait déjà fait part de ses

préoccupations dans les réunions antérieures du Comité de l'accès aux marchés et du Comité de l'agriculture.

4.4. La représentante de l'Angola a indiqué que les autorités de son pays continuaient de travailler avec les autorités compétentes pour examiner les questions soulevées. Elle a fait observer qu'en tant que pays en développement, l'Angola avait toujours été fortement tributaire des importations. En conséquence, le gouvernement angolais avait décidé de changer de paradigme, de se pencher sur son économie fragile et de créer de nouveaux mécanismes administratifs pour donner plus de poids aux produits destinés à la consommation intérieure. Les dispositions de la législation en cause et qui était en vigueur n'étaient pas axées sur un type quelconque de protectionnisme, attendu que le pays prônait la libre concurrence, mais plutôt sur la promotion de la production nationale, conjointement avec la mise en œuvre d'une politique nationale de diversification de l'économie. La délégation de l'Ouganda reconnaissait cependant que l'objectif de l'OMC était de réduire les obstacles au commerce international et que l'Organisation s'employait à garantir la stabilité et la concurrence entre les Membres, assurant ainsi leur développement économique.

4.5. La représentante a expliqué que le décret mettait en œuvre le Programme d'appui à la production nationale, à la diversification des exportations et au remplacement des importations (PRODESI). La forte dépendance de l'économie nationale à l'égard du secteur pétrolier était la principale caractéristique du déséquilibre actuel de la structure économique du pays. L'expérience de plusieurs pays montrait que le développement durable d'autres secteurs de l'économie, tels que l'agriculture, la pêche et l'industrie, devait être considéré dans une logique de promotion, y compris en mettant effectivement l'accent sur la diversification de la production nationale et la création de richesses dans les groupes de secteurs ayant un plus grand potentiel de création de valeur et d'augmentation des exportations. Le processus de diversification progressive de la base économique du pays, en termes de marché intérieur et d'exportations, devait être basé sur une coordination adéquate entre les investissements publics et privés, ces derniers devenant le moteur de l'activité productive.

4.6. La représentante a indiqué que toutes les incohérences figurant dans le décret étaient en cours d'analyse et de révision, et que certaines dispositions étaient également examinées afin de les aligner sur les règles de l'OMC; les dispositions pertinentes seraient dûment notifiées. Elle a ajouté que le décret en question n'interdisait en aucune façon l'importation d'un quelconque produit provenant d'un autre pays ou d'un autre Membre qui était similaire au produit national.

4.7. Elle a déclaré que la question de savoir si le décret impliquait également l'application de restrictions quantitatives temporaires dépendrait de la détermination par le pouvoir exécutif, en 2022, de la capacité du pays à remplacer les importations en question, ainsi que du maintien de la fourniture stable et régulière de ces produits au consommateur final. En conséquence, une analyse du marché intérieur serait effectuée en 2022 pour déterminer la capacité du pays en termes de production nationale. L'intervenante a conclu en réaffirmant l'attachement de la délégation de son pays au système commercial multilatéral et en proposant de fournir toutes autres précisions susceptibles de contribuer à résoudre tout désaccord.

4.8. Le Comité a pris note des déclarations.

5 CHINE: MODIFICATION DES LICENCES D'IMPORTATION POUR CERTAINES MATIÈRES RÉCUPÉRABLES – DÉCLARATION DES ÉTATS-UNIS

5.1. La représentante des États-Unis a rappelé que sa délégation avait exprimé des préoccupations au sujet des modifications apportées aux licences d'importation dans le cadre de la mise en œuvre de l'interdiction imposée par la Chine sur l'importation de déchets solides, y compris des matériaux recyclables et de rebut, à plusieurs réunions antérieures du Comité. Elle a également rappelé que sa délégation avait demandé à la Chine de notifier au Comité tout changement apporté à son régime de licences d'importation. Malheureusement, la Chine n'avait pas encore fourni de renseignements sur ses procédures de licences d'importation en vigueur pour les matières premières recyclées ou d'autres importations, ou de mise à jour sur toute modification envisagée, pour apaiser les inquiétudes des États-Unis. Parallèlement, les États-Unis rappelaient qu'ils étaient préoccupés par le fait que certains matériaux de rebut, comme les ballots de papier journal recyclé, avaient été interdits, alors que d'autres matériaux de rebut plus transformés, comme le papier transformé en pâte et les métaux prêts pour la fonte étaient autorisés. L'intervenante a demandé à la Chine

d'expliquer le fondement scientifique qui avait servi à déterminer quelles catégories de matériaux de rebut étaient sans danger et quelles catégories ne l'étaient pas.

5.2. En outre, la délégation des États-Unis continuait de vouloir obtenir davantage de renseignements au sujet de la politique en cause, compte tenu du fait que la Chine n'avait pas encore répondu à ses questions. L'intervenante a en particulier demandé si:

- la Chine pouvait expliquer les nouvelles prescriptions en matière de licences d'importation au titre de cette politique et annoncer à quel moment elle notifierait ces modifications au Comité;
- la Chine allait élaborer une réglementation écrite concernant l'importation, y compris ce qui était "contaminé" ou "propre", et les matériaux dont l'importation était autorisée, et dans l'affirmative à quelle date;
- la Chine allait notifier à l'OMC ses prescriptions en matière d'importation, y compris celles pertinentes en matière de contamination, qu'elle avait mises en œuvre pour l'importation de matières premières recyclées;
- la Chine pouvait expliquer comment ces politiques étaient compatibles avec le discours favorable à l'économie circulaire de la Chine, étant donné que cette dernière semblait inclure les matériaux recyclables dans la catégorie des "déchets solides".

5.3. L'intervenante a dit que sa délégation attendait avec intérêt de recevoir les réponses de la Chine à ses questions et lui a demandé de respecter rapidement ses obligations en matière de notification au titre de l'Accord sur les procédures de licences d'importation concernant toute nouvelle mesure d'importation.

5.4. Le représentant de la Chine a rappelé que cette question avait été discutée à plusieurs reprises au Comité des licences d'importation et d'autres organes de l'OMC; par conséquent, pour gagner du temps, il a simplement renvoyé aux déclarations faites par sa délégation à ces réunions.⁵ Il a également souligné que la Chine avait déjà interdit les déchets solides depuis le 1^{er} janvier 2021 et qu'elle n'en avait plus importé, afin de protéger la santé publique et l'environnement. Parallèlement, les matériaux de recyclage, tels que le cuivre, les alliages d'aluminium sur mesure, le fer et l'acier, n'étaient pas considérés comme des déchets solides et pouvaient être importés de façon normale, à condition qu'ils respectent les normes de qualité nationales de la Chine déjà publiées et qu'ils ne présentent aucune nocivité pour la santé humaine et l'environnement.

5.5. Le Comité a pris note des déclarations.

6 ÉGYPTE: PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE LICENCES D'IMPORTATION VISANT CERTAINS PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS TRANSFORMÉS – DÉCLARATION DE L'UNION EUROPÉENNE

6.1. La représentante de l'Union européenne a noté la préoccupation constante de sa délégation à l'égard d'un certain nombre de mesures mises en œuvre par l'Égypte, à savoir les restrictions quantitatives concernant les importations de viande et de volailles, et des nouvelles mesures à l'importation de pommes de terre de semence annoncées récemment et notifiées au titre de l'Accord SPS concernant.

6.2. Premièrement, concernant les restrictions à l'importation de viande et de volailles, principalement les canetons et les conserves de viande, l'Union européenne a rappelé que le système de permis d'importation au titre du Décret n° 2080/2018 du Premier Ministre et de la Décision n° 222/2018 du Premier Ministre était incompatible avec l'article XI du GATT, ainsi qu'avec plusieurs dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Par ailleurs, l'Égypte n'avait toujours pas notifié ces deux décrets à l'OMC. L'intervenante a dit que, comme l'UE l'avait indiqué à de précédentes occasions, le système d'octroi de permis d'importation manquait de transparence: les procédures des comités et les calendriers de leurs réunions n'étaient pas communiqués au public; les refus d'accorder des permis d'importation étaient communiqués oralement et sans possibilité d'appel; et il n'y avait pas de règles précisant dans quelles circonstances les permis d'importation étaient approuvés au titre de chaque texte législatif. L'Union européenne

⁵ Voir, par exemple, le document G/LIC/M/52, paragraphe 5.3.

demandait à l'Égypte, conformément à ses obligations dans le cadre de l'OMC, de cesser d'appliquer des restrictions quantitatives à l'importation de viande et de volailles originaires de l'UE.

6.3. S'agissant de la deuxième série de mesures, l'Union européenne était profondément préoccupée par les nouvelles mesures prises par l'Égypte, notifiées au Comité SPS, concernant les importations de pommes de terre de semence. Tout en notant que l'Égypte avait répondu aux questions de l'Union européenne à la suite de la distribution de la notification, l'intervenante a souhaité répéter les points suivants:

- le nouveau mécanisme était conçu de telle sorte que, dans la pratique, il aurait limité les volumes d'importation en provenance de l'Union européenne et aurait eu un effet comparable à celui d'une restriction quantitative. En outre, l'introduction d'un droit par tonne de pommes de terre de semence importées pour financer les inspections sur le terrain équivalait à l'imposition d'un droit de douane;
- l'introduction d'un système de dédouanement préalable sous la forme de visites sur le terrain dans l'Union européenne par des inspecteurs égyptiens était très lourd et coûteux et rendait les échanges non viables. Les États membres de l'UE disposaient d'organisations nationales de la protection des végétaux efficaces et efficaces, qui étaient en mesure de certifier que les importations répondaient aux exigences du pays importateur, conformément aux normes internationales, notamment la Convention internationale pour la protection des végétaux et les normes internationales connexes;
- les prescriptions techniques de l'Égypte n'étaient pas alignées sur le cycle de culture des pommes de terre de semence dans l'Union européenne. L'Égypte exigeait que les demandes d'importation soient soumises entre le 15 mars et le 15 avril de chaque année, soit à une période de l'année où les pommes de terre n'étaient pas encore plantées dans l'Union européenne; c'est pourquoi la plupart des données nécessaires à ces demandes n'étaient pas disponibles à ce moment-là. La conformité des pommes de terre de semence aux normes égyptiennes ne pouvait être évaluée qu'après leur récolte;
- l'Union européenne a demandé à l'Égypte de revoir ses nouvelles mesures relatives à l'importation de pommes de terre de semence et était disposée à dialoguer avec l'Égypte de toute préoccupation qu'elle pourrait avoir à cet égard.

6.4. La représentante de l'Union européenne a ajouté que sa délégation avait reçu, avant la réunion en cours, certaines réponses de l'Égypte à ses questions concernant la première série de restrictions à l'importation de viande et de volailles; ces réponses n'avaient cependant été reçues que très tard la veille et étaient encore en cours d'analyse. L'Union européenne se réservait donc le droit de revenir vers l'Égypte et de lui adresser d'autres questions ou demandes d'éclaircissement avant la réunion suivante du Comité.

6.5. La représentante de l'Égypte a confirmé que sa délégation avait fourni, la veille, des réponses aux questions additionnelles de l'Union européenne figurant dans le document G/LIC/Q/EGY/7; à cet égard, l'Égypte attendait avec intérêt les discussions et les questions de suivi de l'Union européenne. Elle a souligné que les décrets du Premier ministre n° 2080/2018 et n° 222/2018 n'avaient pas pour objet d'appliquer de quelconques restrictions quantitatives à l'importation de volailles et de viande. L'objectif premier de ces décrets était plutôt de réglementer les importations de manière à veiller à ce qu'elles ne permettent pas d'introduire avec elles de maladies dans le pays et qu'elles respectent effectivement les normes prescrites par l'Organisation générale des services vétérinaires. L'intervenante a dit que sa délégation était disposée à tenir d'autres discussions avec tous les partenaires commerciaux au sujet de la mise en œuvre de ces deux décrets. S'agissant du régime d'importation applicable aux pommes de terre de semence, elle a indiqué que les réponses que sa délégation avait fournies la veille permettraient de clarifier bon nombre des questions soulevées par l'Union européenne. À cet égard, elle a également rappelé que sa délégation avait engagé un dialogue bilatéral avec l'Union européenne dans les capitales sur cette question. En conclusion, l'Égypte avait fourni des réponses détaillées et les questions complémentaires avaient été abordées au niveau bilatéral.

6.6. La représentante des États-Unis a relevé que sa délégation partageait des préoccupations semblables à celle de l'UE concernant les prescriptions de l'Égypte en matière de licences d'importation pour certains produits agricoles. Elle a jugé encourageant d'apprendre que certaines

réponses avaient été fournies la veille aux questions de l'Union européenne, réponses que sa délégation ne manquerait pas d'examiner. Parallèlement, elle a encouragé l'Égypte à notifier au Comité tous les règlements et toutes les procédures applicables, en fournissant la liste des produits soumis à licence d'importation, en précisant les critères de recevabilité d'une demande de licence d'importation, en indiquant l'organe administratif habilité à recevoir les demandes de licence d'importation, et en décrivant les critères et les documents pris en compte pour délivrer une licence d'importation.

6.7. Le Comité a pris note des déclarations.

7 INDE: PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE LICENCES D'IMPORTATION POUR L'ACIDE BORIQUE - DÉCLARATION DES ÉTATS UNIS

7.1. La représentante des États-Unis a fait observer que sa délégation était préoccupée depuis un certain temps par les prescriptions en matière de licences d'importation appliquées par l'Inde à l'acide borique, en particulier en ce qui concerne l'obligation contraignante d'obtention d'un certificat d'utilisation finale à l'importation. Elle a indiqué que les préoccupations de sa délégation étaient apparues plus d'une dizaine d'années auparavant, lorsque le Ministère du commerce et de l'industrie de l'Inde avait adopté une règle indiquant que "l'importation d'acide borique non destiné à être utilisé comme insecticide ser[ait] subordonnée à l'obtention d'un permis d'importation délivré par le Bureau central des insecticides et le Comité d'enregistrement, relevant du Ministère de l'agriculture". La demande d'importation obligeait un requérant à attester "que les matières importées ne [seraient] pas destinées à la vente mais qu'elles [seraient] destinées à être utilisées conformément à notre propre prescription, comme il [était] indiqué dans la présente demande". Cela signifiait que cette déclaration prévoyait que seul un fabricant pouvait importer directement de l'acide borique à usage non insecticide et que les négociants indépendants étaient dans l'impossibilité de faire de même pour la revente. La règle obligeait en outre l'importateur d'acide borique à usage non insecticide à indiquer l'utilisation finale précise du produit avant l'importation, ainsi qu'à fournir les données antérieures relatives à l'importation et à la production du produit fini. Ces renseignements étaient soumis à un processus d'examen formel mené par le gouvernement. En outre, les importateurs indiens s'étaient dits déçus par le fait que, dans les demandes de licences d'importation, ils étaient tenus de fournir des renseignements sur la consommation antérieure d'acide borique et la production du produit fini, alors même qu'ils disposaient rarement de ces renseignements.

7.2. En conséquence, les États-Unis demandaient de nouveau à l'Inde d'expliquer pourquoi l'acide borique, qui avait un niveau de toxicité à peu près équivalent à celui du sel de table, était le seul insecticide pour lequel un permis d'importation était nécessaire pour un usage non insecticide, étant donné son faible niveau de toxicité par rapport à d'autres insecticides pour lesquels aucun permis d'importation n'était exigé. Enfin, l'intervenante a rappelé que les États-Unis continuaient de demander à l'Inde de modifier le tableau I de la Classification tarifaire indienne (SH) des produits d'exportation et d'importation et de ne plus exiger l'obtention d'un permis d'importation pour les importations d'acide borique à usage non insecticide. La délégation des États-Unis espérait que les négociations bilatérales récemment menées avec l'Inde permettraient de trouver une solution mutuellement avantageuse.

7.3. La représentante de l'Inde a rappelé que son pays avait déjà présenté ses réponses écrites dans les documents G/LIC/Q/IND/12, G/LIC/Q/IND/14, G/LIC/Q/IND/16 et G/LIC/Q/IND/22, qui expliquaient en détail les objectifs stratégiques de la mesure et les questions relatives à sa mise en œuvre. Dans le cas de l'acide borique importé pour des usages autres qu'insecticides, les fabricants nationaux d'acide borique étaient tenus de présenter des données annuelles sur la production et les ventes, tandis que les importations d'acide borique pour des usages autres qu'insecticides étaient exemptées de la prescription en matière d'enregistrement énoncée dans la Loi indienne sur les insecticides. Les permis d'importation étaient délivrés sur la base de certificats d'utilisation finale. Divers produits chimiques à usage multiple avaient été énumérés à l'annexe de la Loi sur les insecticides de 1968, car ils pouvaient être utilisés à la fois comme insecticides et à d'autres fins. L'acide borique était l'un des divers insecticides à usage multiple qui étaient soumis à des mesures réglementaires similaires.

7.4. Le Comité a pris note des déclarations.

8 INDE: IMPORTATION DE PNEUMATIQUES – DÉCLARATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE L'INDONÉSIE

8.1. La représentante de l'Union européenne a de nouveau fait part des préoccupations que sa délégation avait déjà soulevées à deux reprises devant le Comité des licences d'importation concernant le régime de licences d'importation visant les pneumatiques pour automobiles, autobus, camions, scooters et motocycles établi par l'Inde en vertu de la notification n° 12/2015-2020 du 12 juin 2020 portant modification de la politique relative à l'importation de pneumatiques. L'intervenante a dit que même si l'Union européenne accueillait favorablement la notification tardive par l'Inde de ces mesures à l'OMC, l'Union européenne continuaient de s'inquiéter de l'effet des mesures sur l'importation de pneumatiques, qui s'était fortement restreinte depuis juin 2020. Seul un nombre limité de licences avait été accordé aux fabricants de pneumatiques de l'Union européenne et ces licences avaient été limitées en durée, en quantité et en type de pneumatiques. En particulier, aucune licence n'avait été accordée aux pneumatiques pour autobus et camions. L'Union européenne a rappelé la prescription établie à l'article 3:2 de l'Accord sur les licences d'importation, selon laquelle les licences non automatiques "n'exercer[çaient] pas, sur le commerce d'importation, des effets de restriction ou de distorsion s'ajoutant à ceux que causer[ait] l'introduction de la restriction". L'Union européenne a également de nouveau demandé instamment à l'Inde de reconsidérer toute restriction quantitative ou autre, implicite ou explicite (par exemple, le principe de l'utilisateur final), à l'importation de pneumatiques de remplacement qui pourrait être contraire aux règles de l'OMC du fait de son caractère discriminatoire et avantageux pour les fabricants de pneumatiques locaux.

8.2. Le représentant de l'Indonésie a indiqué que, techniquement, l'importation de pneumatiques par les fabricants indonésiens en Inde avait été entravée depuis le début de l'année 2020. Cela était dû au fait que le gouvernement de l'Inde avait unilatéralement cessé d'importer des pneumatiques en provenance d'exportateurs indonésiens. En 2020, le gouvernement indien avait adopté une nouvelle politique en matière d'importation, objet de la notification n° 12/2015-2020 datée du 12 juin 2020 et portant modification de la politique relative à l'importation de pneumatiques, qui avait modifié les critères d'importation de pneumatiques, qui étaient passés de la catégorie "libre" à la catégorie "soumis à restrictions". En conséquence, aucune importation de pneumatiques en provenance de l'Indonésie vers l'Inde n'avait eu lieu durant cette période, étant donné que le gouvernement de l'Inde n'avait délivré aucune licence d'importation. Au début de l'année 2021, le gouvernement de l'Inde avait délivré des licences d'importation pour les pneumatiques mais celles-ci étaient soumises à des restrictions, car seuls les pneumatiques répondant à certains critères pouvaient être exportés vers l'Inde. Cette politique avait eu des répercussions considérables, un certain nombre de licences d'importation ayant été révoquées sur la base de ces nouvelles dispositions. À cet égard, l'Indonésie souhaitait obtenir de l'Inde des explications complémentaires sur sa politique et sa réglementation concernant les licences d'importation de pneumatiques, une demande que l'Indonésie avait déjà faite à la réunion d'avril du Comité. En particulier, l'Indonésie invitait l'Inde à exposer en détail son régime d'importation applicable aux pneumatiques, y compris les conditions d'obtention des autorisations d'importation et les recommandations à l'importation, le cas échéant. L'Indonésie estimait que les arrangements susmentionnés étaient incompatibles avec les dispositions du GATT relatives au traitement national dans la mesure où ils introduisaient une discrimination contre les importations par rapport aux pneumatiques fabriqués localement. L'Indonésie a demandé au gouvernement de l'Inde de revoir immédiatement la politique en question afin de garantir qu'elle respecte les principes et les prescriptions énoncés dans l'Accord de l'OMC sur les licences d'importation.

8.3. Le représentant du Taipei chinois a dit que sa délégation partageait les préoccupations soulevées par l'Union européenne et l'Indonésie. Il a observé que cette situation durait depuis plus d'un an, depuis que l'Inde avait annoncé en juin 2020 ses mesures de restriction à l'importation appliquées aux pneumatiques neufs. Il a rappelé que sa délégation avait exprimé à de très nombreuses reprises sa préoccupation à ce sujet devant le Comité et qu'il était regrettable qu'elle ait dû soulever à nouveau la question à la réunion en cours. Il a fait observer que, même si depuis décembre 2020, certaines demandes des entreprises du Taipei chinois avaient été approuvées, les demandes auxquelles il avait été fait droit avaient fortement diminué et ne représentaient plus qu'environ 40% de la moyenne des trois années antérieures. Sa délégation croyait comprendre que l'Inde ne délivrait de licences d'importation que pour les catégories de pneumatiques qui n'étaient pas produites localement et qu'elle avait également fixé une limite pour les pneumatiques importés. La délégation du Taipei chinois considérait que cela constituait une interdiction d'importer des pneumatiques, ce qui était clairement contraire aux règles de l'OMC qui interdisaient les restrictions

quantitatives. En conséquence, elle demandait instamment à l'Inde de se conformer aux règles de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et, en particulier, de veiller à ce que les procédures de licences non automatiques soient mises en œuvre de manière transparente et prévisible; de même, ces procédures ne devraient pas exercer des effets de restriction ou de distorsion sur les importations s'ajoutant à ceux causés par l'imposition des restrictions. Dans l'intervalle, le Taipei chinois demandait à l'Inde de fournir aux Membres des données concernant les pratiques suivies en matière d'octroi de licences et de prendre des mesures immédiates pour faire en sorte que les licences d'importation soient délivrées de manière opportune, transparente, non discriminatoire et prévisible.

8.4. Le représentant du Japon a indiqué que sa délégation continuait d'être préoccupée par le manque de renseignements publiés par l'Inde concernant les éléments pertinents de ses procédures d'importation, y compris leur raison d'être et les critères appliqués, qui permettraient de savoir si elle accorderait ou non une licence d'importation. De ce fait, le Japon a demandé instamment à l'Inde de rendre publiques ces informations sans tarder et d'expliquer suffisamment ses procédures d'importation. L'intervenant a observé que sa délégation avait envoyé un questionnaire écrit à l'Inde à la fin du mois de septembre, auquel il lui était demandé de répondre par écrit en temps utile.

8.5. La représentante des États-Unis souscrivait aux préoccupations exprimées par les délégations concernant le fait que l'Inde n'avait pas notifié ses procédures d'importation de pneumatiques. Sa délégation a exhorté l'Inde à notifier les procédures énoncées dans la notification n° 12/2015-2020 du 12 juin 2020 et à remplir le questionnaire annuel, de manière à s'acquitter de ses obligations au titre de l'Accord sur les licences d'importation. Les États-Unis demandaient également à l'Inde d'examiner toutes les demandes en attente en temps utile.

8.6. La représentante de l'Inde a dit que les prescriptions en matière de licences non automatiques étaient administrées d'une manière conforme aux règles de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation, y compris en ce qui concernait les délais d'octroi des licences d'importation. Les licences d'importation avaient été administrées de manière juste et équitable et plusieurs licences avaient été accordées après leur approbation par le Comité de la facilitation. En particulier, cette mesure avait été prise en raison de problèmes de qualité. La procédure de licences non automatiques prévoyait que les demandes étaient examinées et les licences accordées sur la base des observations des ministères administratifs compétents, qui se fondaient sur les critères établis à cet effet. L'intervenante a fait observer qu'en ce qui concernait l'importation de pneumatiques, le Comité avait accordé des licences dans presque tous les cas après examen des demandes.

8.7. Le Comité a pris note des déclarations.

9 INDE: RESTRICTIONS QUANTITATIVES VISANT CERTAINES LÉGUMINEUSES – DÉCLARATION DU CANADA

9.1. Le représentant du Canada a dit que, en tant que fournisseur fiable de légumineuses de haute qualité, son pays avait été très durement touché par les mesures prises par l'Inde pour restreindre les importations de légumineuses. Le Canada déplorait que les légumineuses continuent d'être soumises à des restrictions à l'importation au titre de la Classification tarifaire indienne (SH) des produits d'exportation et d'importation.

9.2. Il a noté que l'Inde n'avait annoncé aucun volume contingentaire pour les pois secs pour l'exercice 2021. Le Canada croyait comprendre que l'importation de pois secs était, par conséquent, interdite. Des restrictions quantitatives et des interdictions à l'importation des pois secs et d'autres légumineuses étaient appliquées depuis trois ans. Par conséquent, le Canada peinait à comprendre pourquoi l'Inde continuait d'affirmer que ces mesures étaient "temporaires". Le Canada continuait de remettre en question l'interprétation juridique avancée par l'Inde pour justifier les interdictions d'importation, les restrictions quantitatives et les procédures de licences d'importation discrétionnaires, comme les prix minimaux à l'importation ou le fait de limiter l'entrée des importations de pois secs à un point d'entrée unique. En outre, le Canada se demandait pourquoi l'Inde n'était pas en mesure de s'acquitter de son obligation de notifier au Comité les modifications apportées aux procédures de licences d'importation applicables aux pois secs dans un délai de 60 jours, comme prescrit par l'article 5:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. L'intervenant a fait observer que la notification n° 37/2015-2020, datée de décembre 2019, avait été notifiée au Comité 512 jours après sa publication et que l'Inde n'avait pas non plus notifié les

publications SO1225E et SO1260E, relatives aux règles s'appliquant aux licences d'importation en volumes contingentaires pour les pois secs, qui avaient été adoptées en mars et en avril 2020. En conclusion, le Canada demandait instamment à l'Inde de réexaminer immédiatement et rapidement les mesures restrictives pour le commerce qu'elle avait mises en place pour les pois secs et d'autres légumineuses et d'envisager d'autres solutions qui seraient compatibles avec les règles de l'OMC et qui renforceraient la prévisibilité et la transparence du régime des légumineuses.

9.3. La représentante de l'Union européenne a déclaré que sa délégation était très déçue par le fait que l'Inde continue d'appliquer des restrictions quantitatives aux légumineuses. L'Union européenne partageait les préoccupations du Canada et attendait avec intérêt les réponses substantielles de l'Inde à toutes les questions soulevées. De même, l'Union européenne attendait avec intérêt que l'Inde réexamine son régime et le mette en conformité avec les règles de l'OMC.

9.4. La représentante des États-Unis a indiqué que sa délégation faisait siennes les préoccupations du Canada et de l'Union européenne au sujet des prescriptions de l'Inde en matière de licences d'importation pour certaines variétés de légumineuses. Les États-Unis continuaient également de prier instamment l'Inde d'envisager des prescriptions moins restrictives pour le commerce et de notifier en temps utile les mesures et règlements futurs pertinents.

9.5. La représentante de l'Inde a répondu, comme son pays l'avait fait en de précédentes occasions, que la notification G/LIC/N/3/IND/20 portait sur divers aspects des procédures de licences et de l'utilisation des contingents. Cette question ancienne avait été soulevée dans diverses instances, telles que le Comité de l'agriculture, le Comité des licences d'importation, le Comité de l'accès aux marchés et le Conseil du commerce des marchandises. L'Inde a réaffirmé que l'objectif des mesures était de garantir la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des petits agriculteurs et des agriculteurs marginaux. L'Inde avait régulièrement examiné les mesures en fonction de la situation du marché des légumineuses, au vu de laquelle le contingent de légumineuses avait parfois été augmenté. À cet égard, outre l'augmentation des contingents, le gouvernement indien avait encore assoupli ses mesures en matière d'importation au moyen de la notification DGFT SO1858E, datée du 15 mai 2021, dans laquelle il était indiqué que les restrictions à l'importation de pois cajan, de haricots mungo et de haricot urad avaient été levées et que la politique d'importation avait été revue, ces produits passant de la catégorie "soumis à restrictions" à la catégorie "libre", à partir du 15 mai 2021 et jusqu'au 31 octobre 2021.

9.6. Le Comité a pris note des déclarations.

10 INDONÉSIE: RÉGIME DE LICENCES D'IMPORTATION VISANT CERTAINS PRODUITS TEXTILES – DÉCLARATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE ET DU JAPON

10.1. La représentante de l'Union européenne a dit qu'à la suite de l'entrée en vigueur du Règlement n° 77/2019, il n'était plus possible d'importer en Indonésie des produits textiles finis originaires de l'UE, notamment des tapis. Aucune licence n'avait été délivrée pour ces produits finis et seuls les matières premières, les produits semi-finis ou les produits importés à des fins de transformation pouvaient faire l'objet de licences. Elle a réaffirmé, comme l'Union européenne l'avait déjà fait observer dans d'autres Comités de l'OMC, que cela s'était traduit par une interdiction *de facto* d'importer des produits textiles finis. L'intervenante a souligné que, à ce jour, cette mesure n'avait pas été notifiée à l'OMC, ce qui était incompatible avec les obligations de transparence dans le cadre de l'OMC. De plus, ces mesures semblaient incompatibles avec l'article XI du GATT (prohibition à l'importation *de jure* et *de facto* sous forme de restrictions quantitatives) et avec les articles 1^{er} et 5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation (procédures et prescriptions en matière de licences d'importation excessivement lourdes).

10.2. L'UE considérait également que le régime d'importation de l'Indonésie pour les produits textiles et les textiles, tel qu'énoncé dans le Règlement n° 77/2019 concernant les produits importés à des fins autres qu'une transformation ultérieure par les producteurs nationaux importateurs, leurs parties collaborant à la production et/ou de petites et moyennes entreprises, était également contraire à l'esprit et à la lettre de plusieurs dispositions de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges. À la lumière de ces incompatibilités avec les obligations dans le cadre de l'OMC et de l'effet très restrictif des mesures sur le commerce de tapis et d'autres produits textiles, l'UE exhortait l'Indonésie à réévaluer la mesure en cause et à la mettre en conformité avec les règles de l'OMC.

10.3. La représentante de l'Union européenne a également fait observer que le régime d'importation pour les produits textiles et les textiles visé par le Règlement n° 77/2019 n'était qu'un des nombreux régimes d'importation analogues récemment adoptés par l'Indonésie, comme le Règlement n° 68/2020 sur les dispositions relatives à l'importation de chaussures, de produits électroniques et de bicyclettes/tricycles, dont l'objectif manifeste et expressément déclaré était de stimuler et de protéger la branche de production nationale et de limiter les importations. La mesure suscitait de graves préoccupations quant à son caractère protectionniste et était, de plus, poursuivie au moyen de politiques, de mesures et de pratiques dont la conformité avec les règles de l'OMC était douteuse. Sa délégation avait déjà soulevé ce point à des réunions antérieures du Comité des licences d'importation et avait posé des questions complémentaires détaillées par écrit qui figuraient dans le document G/LIC/Q/IDN/43. Faute de réponse, sa délégation invitait de nouveau l'Indonésie à communiquer ses réponses sans plus attendre.

10.4. Le représentant du Japon a indiqué que l'Indonésie avait en grande partie interdit l'importation de certains produits textiles destinés à la vente au détail en renforçant le système d'enregistrement et d'approbation des importations établi par l'arrêté n° 77 de 2019 du Ministre du commerce. Depuis l'adoption de cette réglementation, les exportations mondiales de produits textiles vers l'Indonésie avaient fortement chuté; de fait, le montant des exportations mondiales en 2020 avait représenté environ un dixième de ce qu'il était en 2019. Les exportations de revêtements de sol relevant du chapitre 57 du SH avaient été particulièrement touchées. En outre, l'Indonésie avait mis en place au mois de février précédent des mesures de sauvegarde contre les importations de revêtements de sol visés au chapitre 57 du SH. Dans leur enquête, les autorités indonésiennes avaient conclu à une augmentation des importations sans tenir compte de la forte réduction des importations causée par le système d'enregistrement et d'approbation des importations. Cette conclusion tenait au fait que la période couverte par l'enquête allait de 2017 à 2019, c'est-à-dire la période qui précédait immédiatement la forte chute des importations susmentionnée. Ces mesures de sauvegarde appliquaient des droits de douane extrêmement élevés, de l'ordre de 150 à 200% des droits *ad valorem*. Le Japon considérait par conséquent que ces mesures ne satisfaisaient pas aux prescriptions en matière de mesures de sauvegarde, en particulier la prescription indiquant que les mesures de sauvegarde ne devaient être appliquées que dans la mesure nécessaire. L'intervenant a conclu en indiquant que le Japon était très préoccupé par ces mesures et a demandé instamment à l'Indonésie de les éliminer dès que possible.

10.5. Le représentant de l'Indonésie a déclaré que les autorités de son pays étaient toujours en train de coordonner les travaux de plusieurs organismes publics et que davantage de renseignements sur les dispositions évoquées seraient communiqués dès que les autorités auraient achevé ce processus.

10.6. Le Comité a pris note des déclarations.

11 INDONÉSIE: RESTRICTIONS À L'IMPORTATION: ENREGISTREMENT OBLIGATOIRE DES IMPORTATEURS DE PRODUITS EN ACIER – DÉCLARATION DU JAPON ET DE L'UNION EUROPÉENNE

11.1. Le représentant du Japon a déclaré que sa délégation demeurait préoccupée par l'enregistrement obligatoire des importateurs de produits en acier, sur le fondement de l'ordonnance n° 3 de 2020 du Ministre du commerce. Sa délégation continuait d'identifier des cas dans lesquels les autorités indonésiennes avaient délivré un nombre de licences d'importation de produits en acier sensiblement inférieur au nombre de demandes soumises par les importateurs, quel que soit le type de licences concernées. Il a noté que cela avait un effet restrictif sur les importations et pouvait être incompatible avec l'article 3:2 de l'Accord sur les licences d'importation et l'article XI:1 du GATT de 1994. Le Japon a demandé instamment à l'Indonésie de ne pas réduire sensiblement le nombre de licences d'importation approuvées par rapport au nombre de demandes soumises. Le Japon demandait également à l'Indonésie de donner des éclaircissements sur la raison d'être de la réduction des contingents d'importation et les critères connexes. La délégation du Japon était particulièrement préoccupée par l'arrêté n° 4 de 2021 du Ministre de l'industrie qui prévoyait que le Ministère de l'industrie déciderait d'approuver l'examen technique, requis pour les demandes de licences d'importation soumises par les sociétés de commerce appelées "API-U", en tenant compte de l'équilibre en Indonésie entre l'offre et la demande. Cette disposition était potentiellement incompatible avec l'article 3:2 de l'Accord sur les licences d'importation, et d'autres accords de l'OMC. Le Japon a donc demandé instamment à l'Indonésie de mettre en œuvre cette disposition d'une manière qui soit compatible avec les règles de l'OMC. Le Japon avait adressé un questionnaire

à ce sujet à l'Indonésie, par l'entremise du Comité, en juillet 2021. La délégation du Japon accueillait favorablement les déclarations orales de l'Indonésie au titre du point 2 de l'ordre du jour, qui clarifiaient sa position générale; le Japon avait néanmoins besoin de davantage de précisions pour que ses préoccupations soient correctement prises en compte. Le Japon demandait donc à l'Indonésie de répondre par écrit dès que possible.

11.2. La représentante de l'Union européenne a déclaré que les importations de produits en acier en Indonésie étaient soumises à des prescriptions en matière de licences qui avaient des effets de restriction et de distorsion des échanges, y compris la publication d'un règlement technique du Ministère de l'industrie qui tenait compte de l'équilibre en Indonésie entre l'offre et la demande. En outre, les licences étaient délivrées en quantités limitées, qui ne correspondaient pas toujours au nombre de demandes soumises par les importateurs. L'Union européenne a demandé à l'Indonésie des éclaircissements concernant la raison d'être de la restriction du nombre de licences d'importation accordées et les critères connexes.

11.3. Comme indiqué au point précédent de l'ordre du jour, l'intervenante a dit que sa délégation était également préoccupée par le fait que cette mesure semblait être incompatible avec l'article XI du GATT (prohibition à l'importation *de jure* et *de facto* sous forme de restrictions quantitatives), ainsi qu'avec l'article 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation (licences d'importation non automatiques). Compte tenu de ces incompatibilités avec les obligations de l'Indonésie dans le cadre de l'OMC et de leur incidence restrictive sur le commerce des produits en acier, l'Union européenne a demandé instamment à l'Indonésie de réévaluer les mesures en cause et de les mettre en conformité avec les règles de l'OMC, c'est-à-dire de délivrer des licences pour les produits en acier automatiquement, sans retard et sans limiter les quantités demandées par l'importateur.

11.4. La représentante des États-Unis a de nouveau fait part de la préoccupation de sa délégation, à l'instar du Japon et de l'Union européenne, concernant les prescriptions en matière de licences d'importation appliquées par l'Indonésie aux produits en acier, y compris les prescriptions en matière d'enregistrement et d'inspection avant expédition qui avaient le potentiel de limiter les échanges dans ce secteur important. Sa délégation invitait l'Indonésie à répondre dans les moindres délais aux questions que le Japon avait communiquées au Comité sous la cote G/LIC/Q/IDN/45 et à veiller à ce les autorités délivrent les licences d'importation automatiquement, sans retard et sans limiter les quantités demandées par les importateurs.

11.5. Le représentant de l'Indonésie a rappelé la déclaration faite par sa délégation à la réunion antérieure du Comité et a pris note des préoccupations exprimées par les Membres au sujet du régime de licences d'importation de l'Indonésie pour les produits en acier. Il a expliqué que ce régime avait en particulier pour objet de protéger les consommateurs en garantissant que tous les produits respectent certaines normes de sécurité, réglementations et exigences techniques. L'Indonésie a également souligné que ce régime établissait un processus transparent et simple d'autorisation d'importation, en vertu duquel les demandes d'autorisation d'importation étaient traitées électroniquement et relativement rapidement, une fois que les documents requis avaient été soumis de manière complète et appropriée.

11.6. Le Comité a pris note des déclarations.

12 SRI LANKA – INTERDICTION D'IMPORTER DE L'HUILE DE PALME – DÉCLARATION DE L'INDONÉSIE

12.1. Le représentant de l'Indonésie a dit que sa délégation avait une préoccupation commerciale spécifique concernant l'interdiction d'importer de l'huile de palme imposée par Sri Lanka. Il a rappelé que le gouvernement de Sri Lanka avait publié l'instruction opérationnelle n° 8/2021 datée du 5 avril 2021 relative à la suspension temporaire de l'importation d'huile de palme. De plus, Sri Lanka avait également publié le Règlement n° 4/2021, daté du 6 avril 2021, relatif au contrôle des importations et des exportations qui prévoyait que l'importation d'huile de palme relevant de la position 15.11 du SH (1511.10.00, 1511.90.00, 1511.90.10, 1511.90.20, 1511.90.30 et 1511.90.90) était suspendue et soumise à un régime de licences d'importation ainsi qu'à des redevances additionnelles pour la délivrance des licences d'importation. La législation relative aux règlements susmentionnés était effectivement entrée en vigueur les 5 et 7 avril 2021, respectivement.

12.2. L'intervenant a indiqué que l'Indonésie attendait des réponses de la délégation de Sri Lanka concernant les objectifs et le contexte de l'interdiction d'importation d'huile de palme par Sri Lanka. Il a noté que bien que Sri Lanka ait affirmé que l'interdiction d'importation de l'huile de palme était temporaire, la politique ne mentionnait pas spécifiquement la durée de la mesure. L'intervenant a en outre noté que la politique de Sri Lanka pourrait avoir des conséquences systémiques sur le commerce mondial de l'huile de palme. L'Indonésie considérait que l'interdiction des importations d'huile de palme imposée par Sri Lanka était incompatible avec plusieurs dispositions de l'OMC, en particulier l'article XI du GATT de 1994, l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et l'article 3:2 de l'Accord sur les licences d'importation. Sa délégation avait constaté que, depuis la promulgation du règlement, les exportations d'huile de palme et de ses dérivés vers Sri Lanka avaient sensiblement diminué tandis que, parallèlement, les exportations d'huile de palme avec des taux NPF élevés avaient augmenté. De plus, sa délégation avait également constaté que le gouvernement de Sri Lanka avait imposé un droit de douane additionnel sur les importations d'huile de palme correspondant à 0,4% de la valeur c.a.f. Par conséquent, l'Indonésie demandait au gouvernement de Sri Lanka de régler les questions susmentionnées et de rétablir des relations commerciales normales.

12.3. La représentante de la Colombie a indiqué que sa délégation portait un intérêt à cette question et s'est dite préoccupée par les mesures de restriction des importations appliquées par Sri Lanka à l'huile de palme. Elle a rappelé que la Colombie était un producteur et un exportateur d'huile de palme, de produits dérivés et de biocarburants à base d'huile de palme. La dynamique du marché mondial de ces produits, ainsi que toutes restrictions ou limitations de leur commercialisation dans diverses juridictions, affectaient leur exportation et les tendances du marché. Elle a déclaré que les "instructions opérationnelles" publiées par le gouvernement de Sri Lanka, en vertu desquelles les importations d'huile de palme avaient été suspendues ou restreintes, étaient particulièrement préoccupantes. Elle a noté que Sri Lanka n'avait présenté aucune notification concernant ces mesures au titre de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, empêchant ainsi les Membres de connaître les objectifs stratégiques et les procédures de commercialisation de l'huile de palme et de ses dérivés. Sa délégation a demandé des précisions à Sri Lanka concernant les mesures adoptées, leur période de mise en œuvre, leur justification, et les autorités chargées de leur administration.

12.4. Le représentant de Sri Lanka a déclaré que les renseignements que sa délégation avait fournis à divers Comités de l'OMC restaient valables pour ce qui était des préoccupations exprimées par les délégations de l'Indonésie et de la Colombie. Il a noté que l'Indonésie avait exprimé des préoccupations au sujet de plusieurs procédures relevant des Accords de l'OMC, y compris au titre de l'article 3:2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Il a indiqué que la procédure établie par Sri Lanka était conforme aux dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et a rappelé que sa délégation avait fait une déclaration exhaustive à ce sujet devant le Comité de l'accès aux marchés en avril. Il a ajouté que sa délégation transmettrait aux autorités les préoccupations additionnelles de l'Indonésie et de la Colombie.

12.5. Le Comité a pris note des déclarations.

13 THAÏLANDE: IMPORTATION DE BLÉ FOURRAGER – DÉCLARATION DE L'UNION EUROPÉENNE

13.1. La représentante de l'Union européenne a une nouvelle fois exprimé la préoccupation de sa délégation au sujet des procédures d'importation de la Thaïlande applicables au blé fourrager et a demandé pourquoi celles-ci n'avaient pas été notifiées, conformément à l'article 1:4 et à l'article 5 de l'Accord sur les licences d'importation. Elle a relevé que sa délégation n'avait pas encore reçu de réponses écrites aux questions écrites distribuées sous les cotes G/LIC/Q/THA/3 et G/LIC/Q/THA/4. Elle a réaffirmé vouloir comprendre sur quelle base la mesure, annoncée comme étant temporaire, pouvait être maintenue aussi longtemps, et quand elle cesserait de s'appliquer. La délégation de l'Union européenne souhaitait également obtenir une description détaillée des procédures de licences d'importation qui devaient s'appliquer. L'intervenante a rappelé que l'Union européenne avait demandé de recevoir des données pertinentes sur la situation réelle du marché du maïs afin de mieux comprendre la justification de la mesure donnée par la Thaïlande. D'après les renseignements recueillis par sa délégation, les prix intérieurs moyens avaient affiché une tendance à la hausse depuis l'adoption des mesures à la fin de 2016.

13.2. Comme l'indiquaient ses questions écrites, l'Union européenne croyait comprendre que le gouvernement de la Thaïlande avait lancé un programme d'appui à la production de maïs en septembre 2018 afin d'inciter les riziculteurs à privilégier la culture du maïs pendant la période de sécheresse et à combler l'écart entre la demande intérieure de maïs et la production nationale. Le programme consistait à la fois en un soutien financier (garantie de prix minimum, subvention au paiement des primes d'assurance-récolte et prêts à des conditions de faveur pour couvrir les coûts des intrants et les frais de gestion pendant la période postérieure à la récolte) et en un soutien non financier (aide à la commercialisation et assistance technique) pour les agriculteurs qui avaient remplacé la culture du riz par celle du maïs. Cependant, cela semblait être en contradiction avec l'affirmation selon laquelle l'offre de maïs sur le marché intérieur était excédentaire. L'Union européenne demandait donc à la Thaïlande de préciser comment le soutien public à l'accroissement de la production de maïs pouvait être concilié avec l'offre excédentaire alléguée de maïs sur le marché intérieur. Elle a en outre noté que le programme de soutien susmentionné avait pris fin en septembre 2019. Un système de versements compensatoires assorti avait été mis en place par la suite et avait débuté en décembre 2019, avec un prix de garantie encore plus élevé dans le cadre du programme. L'intervenante a noté que ce programme d'appui n'avait pas été notifié au Comité de l'agriculture et a, à cet égard, encouragé la Thaïlande à notifier cette mesure en temps opportun. En conclusion, l'intervenante a dit que, abstraction faite des questions sur la situation du marché, l'Union européenne était très préoccupée par la compatibilité avec les règles de l'OMC du régime thaïlandais de licences d'importation applicable au blé fourrager. Par conséquent, la délégation de l'Union européenne attendait avec intérêt de recevoir les réponses écrites détaillées de la Thaïlande aux questions qui avaient été distribuées.

13.3. La représentante de la Thaïlande a dit que les questions reçues de l'Union européenne avaient été communiquées à la capitale et qu'elles étaient soigneusement examinées par les autorités compétentes. Elle a expliqué que cette question relevait de la compétence de nombreux organismes gouvernementaux et parties prenantes. Elle a informé les délégations que la Thaïlande était en train de revoir ses mesures relatives aux permis d'importation applicables au blé fourrager, y compris l'augmentation des taux de droits NPF appliqués au titre des engagements souscrits par la Thaïlande dans le cadre de l'OMC; néanmoins, ce processus avait été retardé en raison de la pandémie de COVID-19. Concernant les statistiques d'importation, l'intervenante a relevé que le volume des importations avait augmenté de 8,59%, passant de 1,7 million de tonnes en 2019 à 1,85 million de tonnes en 2020. La Thaïlande était d'avis que ce volume continuerait de croître, en phase avec la reprise économique mondiale après la pandémie. S'agissant de la notification de la mesure de soutien interne au blé fourrager, la Thaïlande recueillait des informations auprès des autorités nationales compétentes et sa délégation informerait les Membres dès qu'elle aurait reçu d'autres renseignements de la capitale à ce sujet; de fait, la délégation de la Thaïlande présenterait sa notification à l'OMC à la première occasion.

13.4. Le Comité a pris note des déclarations.

14 AMÉLIORER LA TRANSPARENCE DES PROCÉDURES DE NOTIFICATION DE L'ACCORD – RAPPORT DU PRÉSIDENT

14.1. Le Président a fait rapport sur la réunion informelle du Comité du 20 septembre 2021. Il a donné lecture du résumé ci-après:

Site Web sur les licences d'importation

14.2. Le Secrétariat a fait un exposé sur les fonctionnalités du site Web, qui avait été lancé à la réunion du Comité tenue au mois d'octobre précédent. Depuis lors, le site s'est avéré être un outil très utile pour les Membres et le public. Au cours de la réunion, plusieurs Membres se sont dits favorables à son utilisation et à sa mise à jour régulière. Ils ont également souligné qu'il était important d'encourager l'utilisation de la technologie pour faciliter la tâche des Membres dans le domaine des licences d'importation.

Profils des Membres et étude sectorielle

14.3. Le Secrétariat a également présenté le document RD/LIC/16, qui présentait les profils des Membres en matière de licences d'importation et était disponible sur le site Web sur les licences d'importation à l'adresse suivante: <http://www.importlicensing.wto.org>; il a également présenté une

étude sectorielle menée dans cinq secteurs, à savoir: Produits chimiques dangereux; Diamants bruts; Engrais et pesticides; Produits pharmaceutiques; et Déchets dangereux, qui a été distribuée aux Membres et serait publiée sous peu sous la responsabilité du Secrétariat.

14.4. Certaines délégations ont souhaité savoir comment ces secteurs avaient été sélectionnés aux fins de l'étude et pourquoi le Comité n'avait pas été consulté avant la réalisation de celle-ci. D'autres délégations se sont félicitées de ce type de recherche mais se sont demandé si d'autres secteurs feraient l'objet d'une étude à l'avenir et si le document sur le profil des Membres serait mis à jour.

14.5. Le Secrétariat a répondu qu'une autorisation n'avait pas été demandée au Comité parce que ce type d'activités faisait partie des fonctions de recherche du Secrétariat et que l'étude avait été communiquée au Comité uniquement à des fins de transparence. Le Secrétariat ne prévoyait pas d'élargir ou de mettre à jour ces documents pour le moment.

Module d'apprentissage en ligne sur les licences d'importation

14.6. Le Secrétariat a fait un bref exposé concernant son module d'apprentissage en ligne sur les procédures de licences d'importation. Ce module avait été mis en place en juillet 2021 et pouvait être utilisé depuis la plate-forme E-campus de l'OMC.

14.7. Plusieurs délégations ont accueilli favorablement ce module d'apprentissage en ligne et ont souligné l'importance de ce type d'outils interactifs pour le renforcement des capacités. Une délégation a déclaré qu'elle y avait eu recours et qu'elle le trouvait très utile et bien conçu. Des délégations ont observé que l'outil d'apprentissage en ligne était certes très élaboré mais ont signalé des problèmes de connexion et d'enregistrement sur la plate-forme E-campus, qu'il était important de résoudre pour en faciliter l'accès. Le Secrétariat a indiqué qu'il examinerait cette question plus avant.

Notifications N/2 en ligne

14.8. À des réunions antérieures, les Membres avaient discuté de la possibilité d'utiliser le site Web pour envoyer des notifications à l'OMC. À cette fin, le Secrétariat avait établi une présentation pour donner aux Membres une idée de ce à quoi pourrait ressembler un formulaire de notification en ligne via le site Web. Cet outil contenait, en version électronique, le même formulaire de notification N/2 que celui qui était actuellement utilisé et qui figurait dans le document G/LIC/28. Ce formulaire en ligne constituerait un moyen supplémentaire et facultatif pour envoyer une notification N/2 à l'OMC.

14.9. Si cet outil était introduit, les Membres continueraient d'avoir la possibilité d'envoyer des notifications N/2 à l'OMC par les moyens traditionnels (courriel, télécopie ou poste). Les notifications reçues au moyen de l'outil en ligne seraient alors converties en formulaires N/2 et distribuées en tant que telles.

14.10. Plusieurs Membres se sont dits favorables à ce type d'outil numérique pour présenter des notifications. Certains ont fait observer qu'un tel outil devrait pouvoir être utilisé de manière facultative et que les Membres devraient continuer d'être libres d'envoyer leurs notifications par les moyens traditionnels s'ils le jugeaient préférable. Des Membres ont posé des questions au Secrétariat concernant des aspects concrets du système de notification en ligne, notamment la manière dont il s'articulerait avec la publication des documents officiels de la série G/LIC/N de l'OMC. D'autres ont invité le Secrétariat à assurer la coordination avec les initiatives parallèles mises au point concernant d'autres prescriptions en matière de notification dans le cadre de l'OMC.

E-Agenda

14.11. Le Secrétariat a également fait un exposé sur le système eAgenda qui était mis en place au Comité de l'accès aux marchés, ainsi qu'aux Comités OTC et SPS. Plusieurs délégations ont dit qu'elles approuvaient et appréciaient ce type d'outils numériques qui, selon elles, pourrait simplifier et améliorer la tâche des Membres au sein du Comité. Une représentante a indiqué que sa délégation soutenait l'élaboration de ce type d'outils dans tous les organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises (CCM). Des Membres ont estimé que ces outils devraient être utilisés de manière facultative. Une délégation a relevé que, même si cet outil était introduit à titre volontaire, il faudrait que d'autres délégations l'utilisent pour qu'il devienne un instrument efficace et fiable. D'autres

délégations ont fait observer que, dans un premier temps, l'eAgenda pourrait être lancé en tant que projet pilote, comme d'autres comités l'avaient fait.

Questionnaire annuel N/3

14.12. Les Membres ont examiné la possibilité d'améliorer le modèle de questionnaire annuel N/3. Certains Membres ont exprimé des doutes à ce sujet et ne souhaitaient pas que l'un quelconque des éléments requis par le questionnaire existant soit supprimé; ils ne considéraient donc pas que la mise à jour du questionnaire était une priorité. D'autres Membres ont noté que l'établissement des réponses au questionnaire posait des difficultés, en particulier aux Membres ayant des contraintes de capacités, et que le questionnaire gagnerait à être mis à jour mais que ses éléments de fond devaient être conservés.

Atelier sur les notifications

14.13. Le Secrétariat a fait rapport sur l'atelier qui s'est déroulé du 4 au 6 octobre. Plus de 70 fonctionnaires en poste dans les capitales de 32 pays en développement Membres et observateurs y ont participé. L'atelier s'est tenu sous forme virtuelle, via la plate-forme Zoom, et comprenait des sessions identiques, organisées l'une le matin et l'autre l'après-midi, heure de Genève, afin de tenir compte des différents fuseaux horaires des Membres.

14.14. Plusieurs délégations ont exprimé leur intérêt pour ce type d'activités, y compris les pays développés Membres qui ont suggéré qu'un événement similaire soit organisé pour tous les Membres de l'OMC dans différentes langues l'année suivante. Le Président a déclaré que si les Membres le jugeaient nécessaire, un événement similaire pourrait être organisé l'année suivante.

14.15. Il a indiqué que, même si certaines questions nécessitaient plus de temps, il continuerait à suivre les questions, à communiquer avec les Membres et à leur rappeler leurs obligations en matière de notification.

14.16. Ainsi s'achevait le rapport du Président.

14.17. La représentante des États-Unis a indiqué que sa délégation accueillait avec satisfaction le rapport sur la session informelle, qui était aussi utile pour les délégations qui n'avaient pas pu y prendre part. Elle a demandé au Président si ce qu'il avait dit au sujet du suivi de ces questions faisait spécifiquement référence à la discussion sur le questionnaire N/3 ou portait plus largement sur tous les points relatifs à la transparence.

14.18. Le Président a précisé qu'il avait l'intention de continuer à suivre toutes ces questions, mais que certaines nécessiteraient plus de temps avant que les travaux puissent progresser.

14.19. La représentante des États-Unis a ensuite indiqué qu'elle était préoccupée par les profils des Membres et l'étude sectorielle du Secrétariat. Elle a fait observer que sa délégation avait fait part de ses préoccupations au Secrétariat après la distribution des études et qu'elle lui avait, entre autres, indiqué qu'elle ne comprenait pas très bien l'objectif des études et qu'elle considérait que l'analyse des cinq secteurs choisis tendait à mettre l'accent sur d'autres accords et contextes qui ne semblaient pas toujours pertinents pour les travaux du Comité. Plus précisément, elle a noté que l'étude sectorielle examinait, dans plusieurs de ces secteurs, les conventions internationales et les engagements en matière de licences d'importation dans le cadre de l'OMC, ce qui ne présentait pas d'intérêt du point de vue de l'OMC. En outre, la représentante a fait observer qu'elle ne comprenait pas bien l'intention des auteurs lorsqu'ils concluaient que des modifications devraient être apportées aux notifications, alors que les discussions qui avaient eu lieu peu de temps auparavant montraient qu'il n'y avait pas de consensus au sein du Comité au sujet de la modification des notifications, même dans le but d'améliorer les données. En conclusion, sa délégation a demandé instamment au Secrétariat de travailler en étroite collaboration avec les Membres concernant tout projet de rapports futurs.

14.20. La représentante de l'Union européenne a remercié le Secrétariat pour le travail qu'il avait accompli ainsi que le Président pour son rapport détaillé sur la réunion informelle du Comité. Elle a ajouté que sa délégation souhaitait que le rapport sur la réunion informelle soit distribué aux Membres; ce document serait utile pour les consultations internes ultérieures des Membres avec les

capitales. S'agissant de la possibilité d'améliorer le modèle du questionnaire annuel N/3, elle a fait observer que sa délégation croyait comprendre que le Président continuerait d'examiner cette question avec les Membres. En outre, elle a dit que sa délégation était disposée à travailler sur un nouveau formulaire N/3, s'il existait un réel besoin d'améliorer le formulaire existant et si le nouveau formulaire qui serait élaboré pourrait être utilisé à titre facultatif, laissant aux Membres la possibilité de choisir entre les deux.

14.21. La représentante de la Colombie a remercié le Président pour son rapport sur la réunion informelle. Sa délégation se félicitait de la tenue d'une telle discussion informelle. Elle a également remercié le Secrétariat pour les efforts qu'il avait déployés concernant les outils virtuels, le site Web, l'analyse de documents et la recherche. Concernant l'atelier sur les notifications qui s'était tenu du 4 au 6 octobre, en anglais, la représentante a dit que sa délégation espérait que ce type d'assistance technique pourrait également être proposé en espagnol, compte tenu de la nécessité d'assurer la formation de fonctionnaires dans la capitale, qui risquaient d'avoir plus de mal à participer à des activités qui se déroulaient en anglais. Parallèlement, elle a reconnu que le Secrétariat continuait de s'efforcer de proposer ces événements dans les trois langues officielles de l'OMC.

14.22. Le Président a indiqué que son rapport sur la réunion informelle serait distribué sous peu, comme l'avaient demandé les délégations, et qu'il serait également inclus dans le compte rendu de la réunion en cours. Concernant les interventions des délégations à la réunion informelle, ainsi qu'à la réunion formelle en cours, il lui semblait que les délégations soutenaient largement l'idée que le Comité des licences d'importation développe le système eAgenda et de créer un système de notifications en ligne pour les notifications N/2. Par conséquent, à la lumière des discussions qui précédaient, il a proposé que le Secrétariat fasse avancer ses travaux sur l'eAgenda en élaborant un projet pilote, ainsi que ses travaux sur un système de notifications en ligne, via le site Web sur les licences d'importation, sur la base de l'actuel formulaire N/2, pour examen ultérieur par le Comité. En outre, il a indiqué qu'il avait l'intention de poursuivre l'examen de ces questions dans le cadre de consultations informelles. À cette fin, il convoquerait une réunion informelle du Comité durant le premier trimestre de 2022, avant la première réunion formelle du Comité de l'année suivante, prévue en avril 2022, afin que des avancées puissent être réalisées dans tous ces domaines.

14.23. Le Comité a pris note du rapport du Président et des déclarations.

15 PROJET DE RAPPORT (2021) DU COMITÉ AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES (G/LIC/W/55)

15.1. Le Président a informé le Comité qu'un projet de rapport retraçant les activités du Comité en 2021 avait été distribué sous la cote G/LIC/W/55 et soumis au Comité pour examen. Il a noté que, depuis la publication du projet de rapport, le Comité avait reçu de nouvelles notifications de Cuba, de Hong Kong, Chine, des Philippines, du Royaume-Uni, de l'Union européenne, et de la Suisse. Le rapport serait mis à jour pour tenir compte de ces notifications, ainsi que des nouvelles questions et réponses écrites reçues à la date de la réunion en cours, le 8 octobre 2021.

15.2. La représentante des États-Unis a demandé que le rapport actualisé soit distribué aux Membres et qu'il soit finalisé au moyen de procédures écrites.

15.3. Le Président a confirmé que le projet de rapport serait mis à jour, distribué aux Membres pour examen, puis finalisé au moyen de procédures écrites.⁶

16 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

16.1. Le Président a rappelé que le Président du Conseil du commerce des marchandises avait tenu une réunion avec les présidents des organes subsidiaires du CCM afin d'aborder la question du chevauchement des dates de réunion et d'éviter que de telles situations ne se reproduisent à l'avenir. À cet égard, il a informé les délégations que le Secrétariat avait provisoirement fixé au vendredi 8 avril 2022 la date de la réunion formelle suivante du Comité, étant entendu que la date définitive serait confirmée par courriel bien avant la réunion et que des réunions supplémentaires pourraient aussi être convoquées, si nécessaire.

⁶ Le rapport annuel final du Comité (2021) a été distribué sous la cote G/L/1406.